

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 713

13 avril 2011

SOMMAIRE

A.A.H. Assurances	34224	Kingfisher Land S.à r.l.	34191
Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)	34217	Kookaburra Capital S.à r.l.	34195
Amon Strategy S.à r.l.	34221	Koso Europe S.A.	34195
Chocolats & Dragées S.à r.l.	34217	Lion/Polaris Lux 1 S.à r.l.	34218
Clove Management S.à r.l.	34178	Lockwood Ventures S.à r.l.	34195
Coinbox Immobilière S.A.	34179	LOGISTIS II Luxembourg S.à r.l.	34196
Comptoir de Luxembourg s.à r.l.	34219	Ludovica Invest S.A.	34196
Contractors' Casualty & Surety Reinsurance Company S.A.	34223	Lux-Ibea S.à r.l.	34204
CROS Marketing Sàrl	34179	MC Universal S.A.	34208
DC Lux S.à r.l.	34179	Mebo S.à r.l.	34207
Derby Blue Investments S.A.	34179	Mecynad	34193
Dinva	34180	Melijto Management S.à r.l.	34208
Dubaian Investment Opportunity S.à r.l.	34180	Merwood Properties S.à r.l.	34204
Dunedin Holdings Sàrl	34180	Midas Equityco S.à r.l.	34204
Eastern Europe Real Estate Opportunities S.à r.l.	34180	Midas Equityco S.à r.l.	34204
Elégance	34181	Morning Bay S.A.	34224
Expro Finance Luxembourg	34181	Moving International S.A.	34208
Harvest Investment S.A.	34205	Shazzan S.à r.l.	34221
HD Re S.A.	34223	Sinequanon Health Care SA	34221
Hutchison Telecommunications (Australia) Investments S.à r.l.	34191	Soficam	34196
Hutchison Telecommunications (Vietnam) S.à r.l.	34192	SOFICAM, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF	34196
Hutchison Whampoa Europe Investments S.à r.l.	34192	Sofimmo S.A.	34220
Il PM Luxembourg S.A.	34205	STK Metall S.à r.l.	34221
Immobilière Mühlenbach S.A.	34192	Sudlux Express S.à r.l.	34203
International Promoting and Participation Company S.A.H.	34192	Temlux Holding Limited S.A.	34181
		Temlux Limited	34181
		Towers Investments S.à r.l.	34223
		Truth Pol Investments Sàrl	34223
		Tunturyl S.A.	34178
		Ulysses Finance S.à r.l.	34209

Clove Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 151.161.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030163/10.

(110036334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Tunturyl S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 34.261.

DISSOLUTION

L'an deux mil dix, le trente décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem.

A comparu:

Compagnie Financière de Gestion Luxembourg S.A., ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, étant inscrite au R.C.S. de Luxembourg section B numéro 34.261,

ici représenté par Monsieur Christoph PIEL, résidant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II,

en vertu d'un pouvoir général daté du 13 décembre 2010 à Luxembourg, donnée par Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, résident professionnellement à Luxembourg, en sa qualité de Directeur de la Compagnie Financière de Gestion Luxembourg S.A. lequel pouvoir général reste joint au présent acte.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Qu'elle déclare être l'actionnaire unique de la société anonyme holding dénommée TUNTURYL S.A., avec siège social à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 34.261;

ci-après nommée la "Société";

- Que la société a été constituée sous la dénomination de INTERREAL ESTATE S.A., suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 26 juin 1990, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 481 du 28 décembre 1990 et que Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte Maître Frank BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg en date du 27 août 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 9 mars 1992, numéro 78, la société prenant alors la dénomination de TUNTURYL S.A., et par décision du conseil d'administration de la société en application de l'article 62 en date du 1^{er} août 2001 publiée par extrait au Mémorial, Recueil des Sociétés numéro 1181 du 11 novembre 2003;

- Que le capital social de la Société est fixé à deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR) divisé en mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libéré;

- Que l'actionnaire unique, s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société;

- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme actionnaire unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que l'actionnaire unique, se désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- Que l'actif restant est réparti à l'actionnaire unique;

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire de la Société;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société au L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. PIEL, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 6 janvier 2011. Relation: EAC/2011/336. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011010966/55.

(110012288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Coinbox Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5880 Hesperange, 83, Cité Um Schloss.

R.C.S. Luxembourg B 94.954.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011030164/15.

(110036154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

CROS Marketing Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 64, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 147.912.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 25 février 2011

«Unique résolution

L'assemblée constate que suivant cession de parts sociales du 28 janvier 2011, Madame Beata SMREK a cédé ses 60 parts sociales qu'elle détenait dans la société à Monsieur Frank CROMBE, aux prix convenu entre parties.

Monsieur Frank CROMBE est ainsi devenu associé unique de la société.»

Wasserbillig, le 25 février 2011.

POUR EXTRAIT CONFORME

Frank CROMBE

Référence de publication: 2011030165/15.

(110036184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

DC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 129.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030166/10.

(110036171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Derby Blue Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 72.488.

Le 24 janvier 2011 la société FIDUCENTER S.A., société anonyme avec siège social à Luxembourg, 18, rue de l'Eau, a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec la société DERBY BLUE INVESTMENTS S.A. ayant son siège social au 3, rue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.

Le domiciliataire

Marc Koeune / Sébastien Gravière

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011030167/14.

(110036056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Dinva, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 19.272.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030168/10.

(110036341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Dubaian Investment Opportunity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 132.130.

Nous vous notifions de la modification suivante concernant la dénomination et l'adresse de l'associé unique de la Société:

- Investment Select Fund II prend désormais la dénomination Investment Select II S.à r.l. avec effet au 25 novembre 2010;
- Le siège social d'Investment Select II S.à r.l. a été transféré au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg depuis 28 avril 2010.

Fait au Luxembourg, le 28 février 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011030169/18.

(110036017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Dunedin Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 77.656.

Les comptes annuels au 31 octobre 2010 pour la période du 1^{er} novembre 2009 au 31 octobre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24.02.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011030170/11.

(110036145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Eastern Europe Real Estate Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 125.810.

Nous vous notifions de la modification suivante concernant la dénomination et l'adresse de l'associé unique de la Société:

- Investment Select Fund II prend désormais la dénomination Investment Select II S.à r.l. avec effet au 25 novembre 2010;

- Le siège social d'Investment Select II S.à r.l. a été transféré au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg depuis 28 avril 2010.

Fait au Luxembourg, le 28 février 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011030171/18.

(110035960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Elégance, Société Anonyme.

Siège social: L-5867 Fentange, 3, Ceinture Beau Site.

R.C.S. Luxembourg B 96.438.

Les comptes annuels et bilan arrêtés au 31/12/07 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Elegance

Société anonyme

3, Ceinture Beau Site

L-5867 Fentange

Signature

Référence de publication: 2011030172/16.

(110036454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Expro Finance Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 149.462.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/03/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Expro Finance Luxembourg

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2011030179/15.

(110036507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Temlux Limited, Société Anonyme,

(anc. Temlux Holding Limited S.A.).

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 72.477.

In the year two thousand eleven on the tenth of January.

Before Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company ("société anonyme") "TEMLUX HOLDING LIMITED S.A.", (the "Company"), established and having its registered office in L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 72477, incorporated pursuant to a deed of Me Aloyse BIEL, notary then residing in Capellen, on October 21, 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 21 of January 7, 2000.

The meeting is presided by Mr. Yvon HELL, chartered accountant, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary Ms. Blanche da ROCHA, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr. Frédéric FELLER, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state the following:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Abandon of the statute of holding company governed by the law of July 31st, 1929 and transformation of the Company into fully taxable company of financial participation, with effect on January 1st, 2011;

2. Subsequent amendment of the corporate purpose as follows:

"The object of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form or other, in either Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription or by any other way, and the realization by sale, exchange or by any other way, of movables of all kinds, the management or the development of the portfolio that it belongs.

The Company can also proceed to the acquisition, the transfer, the concession and the development, whatever shape it is, of patents, licenses, brands, drawings and models, copyright on the literary and artistic works and the software, the names of domains and all other intellectual property rights.

Moreover, the object of the Company is the acquisition, the administration, the management and the sale of real estates, of all real estates deriving rights, the rent of movable properties and real estates, the management and administration of real estates or real estates assets exclusively for its own account.

The Company may also lend or borrow with or without guarantee, or stand security for other legal entities or individuals; she can participate in creation and in development of any corporations and help out them.

Generally, the Company can take any measures of control, supervision and documentation and do any commercial, financial, movable property and real estates operations directly or indirectly linked to its object or in order to make its realization easier."

3. Change of the Company's name into "TEMLUX LIMITED";

4. Complete rewording of the articles of association in accordance with the current provisions of Luxembourg law dated 10th August 1915 as modified.

5. Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting decides:

- to abandon the statute of holding company governed by the law of July 31st, 1929 and to transform the Company into fully taxable company of financial participation, with effect on January 1st, 2011;

- to modify the purpose of the Company and to adopt in consequence for it the wording as reproduced under point 2) of the agenda;

- to change the Company's name into "TEMLUX LIMITED";

- to reword completely the articles of association in order to put them in accordance with the current provisions of Luxembourg law dated 10th August 1915 as modified.

Second resolution

In order to reflect such action, the meeting decides the following restate of the bylaws:

I. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. There exists a public limited company ("société anonyme"), under the name of "TEMLUX LIMITED" (the "Company"), governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The duration of the Company is unlimited.

Art. 3. The object of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form or other, in either Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription or by any other way, and the realization by sale, exchange or by any other way, of movables of all kinds, the management or the development of the portfolio that it belongs.

The Company can also proceed to the acquisition, the transfer, the concession and the development, whatever shape it is, of patents, licenses, brands, drawings and models, copyright on the literary and artistic works and the software, the names of domains and all other intellectual property rights.

Moreover, the object of the Company is the acquisition, the administration, the management and the sale of real estates, of all real estates deriving rights, the rent of movable properties and real estates, the management and administration of real estates or real estates assets exclusively for its own account.

The Company may also lend or borrow with or without guarantee, or stand security for other legal entities or individuals; she can participate in creation and in development of any corporations and help out them.

Generally, the Company can take any measures of control, supervision and documentation and do any commercial, financial, movable property and real estates operations directly or indirectly linked to its object or in order to make its realization easier.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered office of the Company may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the board of directors.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

II. Capital - Shares

Art. 5. The Company has an issued capital of fifty thousand US Dollars (50,000.- USD) divided into one hundred (100) shares with a par value of five hundred US Dollars (500.- USD) each, fully paid up.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

The Company may, to the extent and under terms permitted by the Law, redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by Law.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp. However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with §§ 1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General Meetings of Shareholders Decision of the Sole Shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held on the 30th of June at 10.00 a.m. at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice of meeting.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person by writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication as his proxy.

The use of video conferencing equipment, conference call or other means of telecommunication shall be allowed and the shareholders using these technologies shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video, by phone or by other means of telecommunication. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, telegram, telex, telephone or other means of telecommunication, provided in such latter event such vote shall be confirmed in writing. Any shareholder can also vote by correspondence, by returning a duly completed and executed form (the "form") sent by the board of directors, the sole director or any two directors, as the case may be and containing the following mentions in English and French:

- j) the name and address of the shareholder;
- k) the number of shares he owns;
- l) each resolution upon which a vote is required;
- m) a statement whereby the shareholder acknowledges having been informed of the resolution(s) upon which a vote is required;
- n) a box for each resolution to be considered;
- o) an invitation to tick the box corresponding to the resolutions that the shareholder wants to approve, reject or refrain from voting;
- p) a mention of the place and date of execution of the form;
- q) the signature of the form and a mention of the identity of the authorized signatory as the case may be; and
- r) the following statement: "In case of lack of indication of vote and no box is ticked, the form is void". The indication of contradictory votes regarding a resolution will be assimilated to a lack of indication of vote. The form can be validly used for successive meetings convened on the same day. Votes by correspondence are taken into account only if the form is received by the Company at least two days before the meeting. A shareholder cannot send to the Company a proxy and the form for the same meeting. However, should those two documents be received by the Company, only the vote expressed in the form will be taken into account.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

IV. Board of directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, by facsimile or any other similar means of communication, to be confirmed in writing, the entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. Towards third parties the Company is validly bound in any circumstances by the joint signatures of two directors or by the individual signature of a delegate of the board within the limits of its powers. The signature of one director will be sufficient to represent the Company validly with the public administrations.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

V. Supervision of the Company

Art. 14. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VI. Accounting year, Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on 1st of January of each year and shall terminate on 31st of December of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by Law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dividends may also be paid out of inappropriate net profit brought forward from prior years. Dividends shall be paid in Euros or by free allotment of shares of the Company or otherwise in specie as the directors may determine, and may be paid at such times as may be determined by the board of directors.

Payment of dividends shall be made to holders of shares at their addresses in the register of shareholders. No interest shall be due against the Company on dividends declared but unclaimed.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. The Articles may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the Law. Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses incurring for the reason of the present deed, in any form whatsoever, is approximately evaluated at one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by an French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française de ce qui précède:

L'an deux mille onze, le dix janvier.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "TEMLUX HOLDING LIMITED S.A.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 72477, constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, notaire alors de résidence à Capellen, le 21 octobre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 21 du 7 janvier 2000.

L'assemblée est présidée par Monsieur Yvon HELL, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Blanche da ROCHA, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Frédéric FELLER, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Abandon du statut de société holding régi par la loi du 31 juillet 1929 et transformation de la Société en société de participation financière pleinement imposable, avec effet au 1^{er} janvier 2011;

2. Modification subséquente de l'objet social comme suit:

"La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, notamment l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente,

échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

La Société peut également procéder à l'acquisition, la cession, la concession et la mise en valeur, sous quelque forme que ce soit, de brevets, licences, marques, dessins et modèles, droits d'auteur sur les oeuvres littéraires et artistiques et les logiciels, les noms de domaines et tous autres droits de la propriété intellectuelle,

En outre, la Société pourra procéder à l'acquisition et à la vente d'immeubles et de tous droits immobiliers, la prise respectivement la mise en location de biens meubles et immeubles, la gérance ou la gestion d'immeubles ou de patrimoines immobiliers uniquement pour son propre compte.

La Société pourra prêter ou emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques; elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours,

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation."

3. Changement de la dénomination de la Société en "TEMLUX LIMITED";

4. Refonte complète des statuts en conformité avec les dispositions actuelles de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 telle que modifiée;

5. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide:

- d'abandonner le statut de société holding régi par la loi du 31 juillet 1929 et de transformer la Société en société de participation financière pleinement imposable, avec effet au 1^{er} janvier 2011;

- de modifier l'objet social et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme ci-avant reproduite sous le point 2) de l'ordre du jour;

- de changer la dénomination de la Société en "TEMLUX LIMITED"; et

- de reformuler complètement les statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions actuelles de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 telle que modifiée.

Deuxième résolution

Afin de refléter ce qui précède, l'assemblée décide la refonte suivante des statuts:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme de droit luxembourgeois sous la dénomination de "TEMLUX LIMITED" (la "Société"), régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, notamment l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

La Société peut également procéder à l'acquisition, la cession, la concession et la mise en valeur, sous quelque forme que ce soit, de brevets, licences, marques, dessins et modèles, droits d'auteur sur les oeuvres littéraires et artistiques et les logiciels, les noms de domaines et tous autres droits de la propriété intellectuelle,

En outre, la Société pourra procéder à l'acquisition et à la vente d'immeubles et de tous droits immobiliers, la prise respectivement la mise en location de biens meubles et immeubles, la gérance ou la gestion d'immeubles ou de patrimoines immobiliers uniquement pour son propre compte.

La Société pourra prêter ou emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques; elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours,

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. La Société a un capital émis de cinquante mille dollars US (50.000,- USD), divisé en cent (100) actions avec une valeur nominale de cinq cents dollars US (500,- USD) chacune, entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées Générales des Actionnaires Décisions de l'Actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 30 juin à 10.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par

correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul. L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. Vis-à-vis des tiers la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par la signature de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi."

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, incombant à raison du présent acte, sous quelque forme que ce soit, est approximativement évalué à mille euros.

Constataion

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Y. HELL, B. da ROCHA, F. FELLER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 janvier 2011. LAC/2011/2314. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Référence de publication: 2011010953/543.

(110012222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Kingfisher Land S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 151.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030201/10.

(110036329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Hutchison Telecommunications (Australia) Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 128.392.

Les informations suivantes sont à corriger auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg:

1) Les coordonnées du gérant, M. Christian Salbaing, sont les suivantes:

Nom: Salbaing

Prénom(s): Christian Nicolas Roger

Adresse professionnelle: 3^e étage, 7 rue Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg

Pouvoir de signature: Individuelle
Luxembourg, le 2 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011030193/14.

(110035939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Hutchison Telecommunications (Vietnam) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 102.750.

Les informations suivantes sont à corriger auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg:

1) Les coordonnées du gérant, M. Christian Salbaing, sont les suivantes:

Nom: Salbaing

Prénom(s): Christian Nicolas Roger

Adresse professionnelle: 3^e étage, 7 rue Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg

Pouvoir de signature: Individuelle

Luxembourg, le 2 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011030194/14.

(110035930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Hutchison Whampoa Europe Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 73.153.

Les informations suivantes sont à corriger auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg:

1) Les coordonnées du gérant, M. Christian Salbaing, sont les suivantes:

Nom: Salbaing

Prénom(s): Christian

Adresse professionnelle: 3^e étage, 7 rue Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg

Pouvoir de signature: Individuelle

Luxembourg, le 2 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011030195/14.

(110035933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Immobilière Mühlenbach S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1113 Luxembourg, 5, rue John L. Mac Adam.

R.C.S. Luxembourg B 48.463.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011030198/15.

(110036146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

I.P.A.P. S.A.H., International Promoting and Participation Company S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 10.356.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
FIDUPAR
10, Boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2011030200/14.

(110036090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Mecynad, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 62, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 158.166.

—
STATUTS

L'an deux mil onze, le cinq janvier

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

Monsieur Daniel LALLEMAND, né à Hermalle-sous-Argenteau (Belgique), le 22 mai 1962, demeurant à B-4624 Fléron, 49, rue Soxhluse

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer pour son compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "MECYNAD" Sàrl.

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Weiswampach.

Il pourra être transféré en toute autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée. Elle pourra être dissoute conformément à la loi.

Art. 4. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour son propre compte, pour compte de tiers ou en participation avec des tiers:

La réalisation de toute opération se rattachant directement ou indirectement au commerce de l'automobile.

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, industrielle, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, ayant un rapport direct ou indirect avec son objet.

Elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription de prise de participation ou toute autre forme d'investissement en titres ou droits mobiliers d'intervention financières ou autrement, dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits et services.

La société peut se porter caution et donner toute sûreté, personnelle ou réelle en faveur de toute personne ou société, liée ou non.

Elle pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR) divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (100.-EUR) chacune.

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par l'associé unique Monsieur Daniel LALLEMAND pré-nommé, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

La propriété des parts sociales résulte des présentes statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que du consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Dans le même cas, elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession. Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui fixent leurs pouvoirs.

Art. 8. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 10. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignés dans un registre tenu au siège social.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 11. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année au 31 décembre il sera dressé un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales,
- le solde restant est à libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 13. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou d'un associé n'entraîneront pas la dissolution de la société.

Art. 14. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé unique ou par l'assemblée des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. L'actif après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils sont propriétaires.

Art. 15. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2011.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 1.000.-EUR

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social de la société est établi à L-9990 Weiswampach, 62, Duarrefstrooss.

2.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Daniel LALLEMAND, prénommé

La société sera valablement engagée par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. Lallemand, Anja Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 5 janvier 2011 - WIL/2011/12 - Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société aux fins d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés.

Wiltz, le 11 janvier 2011.

Anja HOLTZ.

Référence de publication: 2011011088/105.

(110011270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Kookaburra Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 121.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030203/10.

(110036114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Koso Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remerschen, 124, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 119.637.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011030204/15.

(110036148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Lockwood Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.350.000,00.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 157.958.

EXTRAIT

Le gérant unique de la Société a décidé de transférer avec effet au 1^{er} mars 2011 le siège social de la Société à l'adresse suivante:

11, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011030207/16.

(110036006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

LOGISTIS II Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.335.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 90.606.

—
EXTRAIT

Il résulte de divers contrats de transfert de parts sociales datés du 23 novembre 2010 que Immowest Beteiligungs GmbH, une société ayant son siège social 2 Bangkasse, A-1010 Vienne Autriche, immatriculée sous le numéro FN 212 803 X, a transféré

- cinq mille sept cent neuf (5.709) parts sociales de classe A qu'elle détenait dans la Société à UNION MUTUALISTE RETRAITE, une société ayant son siège social 3 Square Max Hymans, 75748 Paris Cedex 15, France, immatriculée au Registre National des Mutuelles sous le numéro 442 294 856,

- six mille six cent soixante et une (6.661) parts sociales de classe A qu'elle détenait dans la Société à CNP ASSURANCES SA, une société ayant son siège social 4 Place Raoul Dautry, 75015 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce de Paris sous le numéro 341 737 062,

- neuf mille cinq cent quinze (9.515) parts sociales de classe A qu'elle détenait dans la Société à SASU LOGISTIS II SAS, une société ayant son siège social 1 rue des Italiens, 75009 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce de Paris sous le numéro 445.405.988,

- deux mille quatre vingt treize (2.093) parts sociales de classe A qu'elle détenait dans la Société à SAS PIAL 31, une société ayant son siège social 1-3 rue des Italiens, 75009 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce de Paris sous le numéro 509.299.053.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ainsi fait à Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011030209/28.

(110036126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Ludovica Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 95.146.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

10, Boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2011030210/13.

(110036111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

**SOFICAM, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Soficam).**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 29.301.

—
L'an deux mille dix, le trente décembre.

Par-devant Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange.

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire de la société anonyme holding "SOFICAM", avec siège à L-1637 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29 301, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 novembre 1988, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C No 39 du 13 février 1989.

Les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le même notaire, en date du 27 septembre 1995, acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 622 du 7 décembre 1995 et en date du 9 juillet 1997, acte publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 557 du 10 octobre 1997.

Le capital social a été converti en euros dans le cadre des dispositions de la loi du 10 décembre 1998, suivant assemblée générale du 20 décembre 2001, dont extrait publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 851 du 5 juin 2002.

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Luciano DAL ZOTTO, administrateur de sociétés, demeurant à L-4423 Soleuvre.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire:

Madame Murielle RENELEAU, employée privée, demeurant à F-54135 Mexy.

L'Assemblée élit comme scrutateurs:

1) Monsieur Guy SCHOSSELER, administrateur de sociétés, demeurant à L-3554 Dudelange;

2) Monsieur Nico BECKER, administrateur de sociétés, demeurant à L-6139 Junglinster.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les quatre mille (4 000) actions sans indication de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille cent cinquante-sept euros et quarante et un cents (99.157,41 EUR), sont représentées à la présente Assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations écrites et déclarant avoir pris préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des mandataires des actionnaires représentés, ainsi que des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement. Resteront pareillement annexés au présent acte les pouvoirs des actionnaires représentés.

II. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1) Transformation de la Société, actuellement régie par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, en société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), conformément aux dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"); modification corrélative des articles premier, quatre, six et trente et un des statuts, et notamment, modification de la dénomination sociale de la Société en "SOFICAM, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF", redéfinition de l'objet social de la Société, et ajout de nouveaux alinéas deuxième et quatrième à l'article six des statuts;

2) Introduction d'une disposition permettant de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires dans le cadre d'un capital autorisé;

3) Introduction d'une disposition statutaire portant sur les conflits d'intérêts;

4) Modification de la date statutaire de tenue de l'assemblée générale ordinaire annuelle, pour être portée du vingt avril à seize heures au dernier lundi du mois de juin à onze heures, et pour la première fois en l'an deux mille onze;

5) Refonte générale des statuts de la Société de manière à en assurer la cohérence et en vue de les adapter aux résolutions précédentes ainsi qu'à toutes modifications de la loi sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de son Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé son ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

L'Assemblée décide d'abandonner le statut instauré par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et d'adopter le statut d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), conformément aux dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

En conséquence, l'Assemblée décide de modifier les articles premier, quatre, six et trente et un des statuts, ces modifications faisant l'objet des quatre résolutions qui suivent.

Deuxième résolution

La dénomination de la Société est modifiée, la Société adoptant la nouvelle dénomination de "SOFICAM, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF".

Afin d'adapter les statuts à ce qui précède, l'article premier des statuts est rédigé comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de "SOFICAM, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF".

Troisième résolution

L'Assemblée décide de redéfinir l'objet social de la Société, l'article quatre des statuts adoptant la formulation suivante:

" **Art. 4.** La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'instruments financiers au sens le plus large et d'avoirs de quelque nature que ce soit, détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par instruments financiers, il faut entendre notamment:

- a) les valeurs mobilières et autres titres, y compris les actions et les titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt et bons de caisse;
- b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;
- c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en numéraire, y compris les instruments du marché monétaire;
- d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;
- e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;
- f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub. a) à e).

La Société peut en outre prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans luxembourgeoises ou étrangères, à condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Elle peut également accorder, à titre accessoire et sans rémunération, des prêts, avances et garanties aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe.

Finalement, elle peut emprunter, par émission d'obligations ou autrement, pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF")."

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'ajouter deux nouveaux alinéas deuxième et quatrième à l'article six des statuts qui adoptera la formulation suivante:

" **Art. 6.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La Société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

- a) une ou plusieurs personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres émis par la Société ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

La Société pourra, sous réserve des dispositions légales, procéder au rachat de ses propres actions."

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article trente et un des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial trouveront leur application partout où il n'y aura pas été dérogé par les présents statuts.».

Sixième résolution

L'Assemblée décide d'introduire dans les statuts une disposition permettant au Conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital dans les limites d'un capital autorisé, de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires.

Cette nouvelle disposition fera l'objet d'un deuxième alinéa à l'article huit des statuts qui adoptera la formulation suivante:

«En cas d'augmentation de capital dans les limites d'un capital autorisé, le Conseil d'administration est autorisé à supprimer ou à limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires.».

Septième résolution

L'Assemblée adopte le texte suivant appelé à régir les conflits d'intérêts et faisant l'objet d'un nouvel article dix-huit après refonte des statuts:

«Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs de la Société aurait un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé.

L'administrateur de la Société, qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur aurait un intérêt personnel dans toute affaire de la Société autre que celles qui concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales, cet administrateur devra informer le Conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur à la prochaine assemblée des actionnaires. Le terme "intérêt personnel", tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute société ou entité juridique que le Conseil d'administration pourra déterminer.

La Société indemniserà tout administrateur, ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement supportées par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure dans laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un administrateur de la Société ou, pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il ne serait pas indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave.; en cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un avocat que la personne qui doit être indemnisée n'a pas commis de négligence grave. Le droit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits que l'administrateur ferait valoir.»

Huitième résolution

L'Assemblée décide de fixer la date statutaire de l'Assemblée générale ordinaire annuelle au dernier lundi du mois de juin de chaque année, à onze heures, et pour la première fois en l'an deux mille onze.

Afin d'adapter les statuts à ce qui précède, l'article vingt et un des statuts après refonte sera rédigé comme suit:

« **Art. 21.** L'Assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier lundi du mois de juin de chaque année, à onze heures.

Si la date de l'Assemblée tombe sur un jour férié légal ou bancaire, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.»

Neuvième résolution

En vue d'en assurer la cohérence et de les adapter aux résolutions précédentes ainsi qu'à toutes modifications de la loi sur les sociétés commerciales, l'Assemblée décide de procéder à une refonte générale des statuts et adopte le texte ci-après, dont les actionnaires déclarent avoir eu préalablement connaissance:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er} . Il existe une société anonyme sous la dénomination de «SOFICAM, Société de Gestion de Patrimoine Familial, SPF».

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Le siège social pourra être, transféré par simple décision du Conseil d'administration à tout autre endroit, de la commune du siège.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se seront produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des voix requise pour la modification des statuts.

Art. 4. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'instruments financiers au sens le plus large et d'avoirs de quelque nature que ce soit, détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Par instruments financiers, il faut entendre notamment:

a) les valeurs mobilières et autres titres, y compris les actions et les titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt et bons de caisse;

b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en numéraire, y compris les instruments du marché monétaire;

d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub. a) à e).

La Société peut en outre prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, à condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Elle peut également accorder, à titre accessoire et sans rémunération, des prêts, avances et garanties aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe.

Finalement, elle peut emprunter, par émission d'obligations ou autrement, pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

Titre II. - Capital - Actions - Obligations

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à la somme de quatre-vingt-dix-neuf mille cent cinquante-sept euros et quarante et un cents (99.157,41 EUR), représenté par quatre mille (4 000) actions sans indication de valeur nominale, entièrement libérées.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La Société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

a) une ou plusieurs personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, ou

b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, ou

c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub. a) ou b) du présent paragraphe.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres émis par la Société ne pourront faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

La Société pourra, sous réserve des dispositions légales, procéder au rachat de ses propres actions.

Art. 7. Toute action est indivisible; la Société ne reconnaît quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le même titre appartient à plusieurs personnes, la Société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule d'entre elles soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Art. 8. Le capital social pourra être augmenté ou diminué, dans les conditions établies par la loi, par l'Assemblée générale des actionnaires délibérant de la manière exigée pour les changements des statuts.

En cas d'augmentation de capital dans les limites d'un capital autorisé, le Conseil d'administration est autorisé à supprimer ou à limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires.

Art. 9. Le Conseil d'administration peut émettre des emprunts obligataires et en fixer les conditions et modalités.

Titre III. - Administration

Art. 10. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Dans le cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une Assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au Conseil d'administration.

Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'Assemblée générale annuelle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'Assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive, et l'administrateur nommé dans ces conditions achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 11. Le Conseil d'administration élit en son sein un président. En cas d'empêchement du président il est remplacé par l'administrateur le plus âgé.

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Sauf dans le cas de force majeure, de guerre, de troubles ou d'autres calamités publiques, le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Tout membre empêché ou absent peut donner par courrier, télécopie ou courrier électronique, confirmé par écrit, à un de ses collègues délégation pour le représenter aux réunions du Conseil et voter à ses lieu et place.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

Art. 12. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par courrier, télécopie ou courrier électronique, confirmé par écrit dans les six jours francs. Ces lettres, télécopie ou mails, seront annexés au procès-verbal de la délibération.

En cas d'urgence encore, une décision prise à la suite d'une consultation écrite des administrateurs aura le même effet que les décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'administration. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits ayant le même contenu, signés chacun, par un ou plusieurs administrateurs.

Art. 13. De chaque séance du Conseil d'administration, il sera dressé un procès-verbal, qui sera signé par tous les administrateurs qui auront pris part aux délibérations.

Les copies ou extraits des procès-verbaux, dont production sera faite, seront certifiés conformes par le président ou par deux administrateurs.

Art. 14. Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée générale.

Art. 15. Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son ... associés ou non.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, ou, dans le cas où il n'y aurait qu'un seul administrateur, par sa seule signature, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'administration en vertu de l'Article quinze des statuts.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 17. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou administrateur délégué à ces fins.

Art. 18. Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs de la Société aurait un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé.

L'administrateur de la Société, qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur aurait un intérêt personnel dans toute affaire de la Société autre que celles qui concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales, cet administrateur devra informer le Conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur à la prochaine assemblée des actionnaires.

Le terme "intérêt personnel", tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute société ou entité juridique que le Conseil d'administration pourra déterminer.

La Société indemniserà tout administrateur, ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement supportées par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure dans laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un administrateur de la Société ou, pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il ne serait pas indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave; en cas d'ar-

rangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un avocat que la personne qui doit être indemnisée n'a pas commis de négligence grave. Le droit à indemnisation n'exclut pas d'autres droits que l'administrateur ferait valoir.

Titre IV. - Surveillance

Art. 19. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée générale; elle ne pourra cependant dépasser six années.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la Société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes écritures de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'Assemblée générale le résultat de leurs opérations avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 20. L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Art. 21. L'Assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier lundi du mois de juin de chaque année, à onze heures.

Si la date de l'Assemblée tombe sur un jour férié légal ou bancaire, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.

Art. 22. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut fixer les conditions et formalités auxquelles doivent satisfaire les actionnaires pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 23. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'administration ou par le Commissaire. Elle doit être convoquée par le Conseil d'administration sur la demande d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

Si, à la suite de cette demande, elle n'est pas tenue dans le délai prescrit, elle peut être convoquée par un mandataire désigné par le président du tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, à la requête d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième du capital social.

L'Assemblée se tient au lieu indiqué dans les avis de convocation. Les sujets à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital social peuvent demander, par lettre recommandée adressée au siège de la Société cinq jours au moins avant sa tenue, l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Art. 24. Tout propriétaire d'actions a le droit de voter aux assemblées générales. Tout actionnaire peut se faire représenter pour un nombre illimité d'actions par un fondé de procuration spéciale sous seing privé.

Tout actionnaire est autorisé à voter par correspondance, au moyen d'un formulaire rédigé à cet effet et mentionnant notamment le sens du vote, ou l'abstention. Les formulaires dans lesquels aucune de ces principales dispositions ne serait mentionnée sont nuls. Seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires reçus par la Société au plus tard trois jours avant la réunion de l'assemblée générale. Ce délai peut être abrégé par décision du Conseil d'administration.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 25. L'Assemblée générale délibère suivant le prescrit de la loi luxembourgeoise du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives. Dans Les assemblées non modificatives des statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix représentées.

Les votes blancs ou nuls sont à ranger parmi les votes s'étant exprimés contre la proposition.

Art. 26. L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le Président désigne le Secrétaire et l'Assemblée générale élit un ou deux scrutateurs.

Art. 27. Les délibérations de l'Assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal qui mentionne les décisions prises., les nominations effectuées ainsi que les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.

Le procès-verbal est signé par les membres du bureau. Les extraits qui en sont délivrés sont certifiés conformes par le Président ou par deux administrateurs.

Titre VI. - Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 28. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés.

Le Conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 29. Quinze jours avant l'Assemblée générale annuelle, les comptes annuels, le rapport de gestion du Conseil d'administration, le rapport du Commissaire, ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la Société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance.

Art. 30. L'excédent favorable du bilan, après déduction des charges, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminés par le Conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve aura été entamé.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration pourra, sous l'observation des prescriptions légales, procéder à la distribution d'acomptes sur dividendes.

Sur décision de l'Assemblée générale, tout ou partie des bénéfices et réserves disponibles pourront être affectés à l'amortissement du capital, sans que le capital exprimé soit réduit.

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 31. La Société peut être dissoute par décision de l'Assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après la réalisation de l'actif et l'apurement du passif, les actions de capital seront remboursées. Toutefois, elle ne seront prises en considération qu'en proportion de leur degré de libération.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 32. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial trouveront leur application partout où il n'y aura pas été dérogé par les présents statuts.

Frais

Les dépenses, charges, frais, rémunérations de toute nature qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à la somme de mille cinq cents euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance à 10.15 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signé: DAL ZOTTO, RENELEAU, SCHOSSELER, BECKER, D'HUART.

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 5 janvier 2011. Relation: EAC/2011/144. Reçu: soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 13 janvier 2011.

G. d'HUART.

Référence de publication: 2011011260/382.

(110012123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Sudlux Express S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4530 Differdange, 7, avenue Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 36.434.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE STEIN
140, rue de Differdange
L-4437 SOLEUVRE
Signature

Référence de publication: 2011030254/13.

(110036412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Midas Equityco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 984.527,43.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 148.361.

Les comptes annuels au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011030213/11.

(110035952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Lux-Ibea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 137.717.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2011030211/15.

(110036133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Merwood Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 151.256.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030212/10.

(110036336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Midas Equityco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 984.527,43.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 148.361.

Les comptes consolidés au 31 mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011030214/11.

(110035955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Harvest Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 86.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030215/10.

(110036469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

II PM Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 4, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 143.539.

L'an deux mille dix, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société II PM Luxembourg S.A. (la "Société"), une société anonyme ayant son siège social au 4, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.539, constituée le 5 décembre 2008 suivant acte de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 38 du 8 janvier 2009 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 12 février 2009 suivant acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 688 du 30 mars 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à Russange (F).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant à Nothomb (B) et comme scrutateur Me Canan CETIN, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions de la Société qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par les mandataires, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence et les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Il ressort de ladite liste de présence que toutes les mille (1000) actions de la Société émises dans la Société étaient représentées à l'assemblée générale et les actionnaires de la Société ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour de sorte que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

II. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Création de deux (2) catégories d'actions, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B

2. Modification afférente de l'alinéa 1^{er} de l'article 5 des statuts de la Société (les "Statuts") qui aura la teneur suivante «Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille Euros (125.000,- EUR) divisé en cinq cent cinquante (550) actions de catégorie A et quatre cent cinquante (450) actions de catégorie B. Toutes ces actions ont une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune et ont été entièrement libérées.».

3. Classification des administrateurs de la société en catégorie A et en catégorie B.

4. Modification afférente de l'article 6 des Statuts qui aura la teneur suivante Article 6

«La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, qui seront soit de catégorie A ou soit de catégorie B.

Toutefois, lorsque, à une assemblée générale des actionnaires de la société, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un seul administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

La composition doit comprendre au moins deux (2) membres de la catégorie A et un (1) membre de la catégorie B. La classification en catégorie A et B des administrateurs n'a aucune autre conséquence pour l'exercice de leur mandat d'administrateur de la Société et chacun des administrateurs peut être nommé administrateur délégué de la Société indifféremment de la catégorie à laquelle il appartient.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des Actionnaires qui déterminera leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six années et les administrateurs exerceront leur mandat jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Les administrateurs sont rééligibles et toujours révocables.

Les actionnaires détenteurs des actions de la Classe A ont le droit de proposer à l'assemblée générale une liste de candidats pour l'élection des membres du Conseil d'Administration de la catégorie A.

Les actionnaires détenteurs des Actions de la Classe B ont le droit de proposer à l'Assemblée Générale une liste de candidats à l'élection des membres du Conseil d'Administration de la catégorie B.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par décision de l'assemblée générale sur la base des listes présentées par les actionnaires détenteurs des Actions de classe A et des actionnaires détenteurs des Actions de la classe B.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des Actionnaires à la majorité simple des voix valablement émises. Tout administrateur peut être démis de ses fonctions à tout moment avec ou sans justification par l'assemblée générale des Actionnaires à la majorité simple des voix valablement émises.

Si une personne morale est nommée au poste d'administrateur de la Société, cette personne morale devra désigner un représentant permanent qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur.

Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur devient vacant à la suite d'un décès, d'une démission ou autrement, un administrateur peut être provisoirement désigné jusqu'à la prochaine assemblée générale, en suivant les dispositions légales qui s'appliquent».

5. Modification subséquente de l'article 10 des statuts qui aura la teneur suivante.

« **Art. 10.** La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs sans distinctions de classes d'administrateurs.

Si des administrateurs-délégués sont nommés, la société se trouve engagée par la signature conjointe d'au moins deux administrateurs-délégués sans distinctions de classes d'administrateurs.»

6. Reclassification des administrateurs actuels en catégorie A et en catégorie B

7. Divers.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Du fait de l'existence de deux catégories d'actionnaires (personne morale et personnes physiques) l'assemblée générale décide d'organiser les actions de la société par catégorie d'actions et de diviser les actions en deux catégories.

Par conséquent l'Assemblée décide de convertir les mille (1.000) actions en cinq cent cinquante (550) actions de catégorie A attribuées à l'actionnaire personne morale actuelle et quatre cent cinquante (450) actions de catégorie B attribuées aux actionnaires personnes physiques.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée décide de modifier l'alinéa 1^{er} de l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1).** Le capital social est fixé à cent vingt cinq mille Euros (125.000,- EUR) divisé en cinq cent cinquante (550) actions de catégorie A et quatre cent cinquante (450) actions de catégorie B. Toutes ces actions ont une valeur nominale de cent vingt cinq Euros (125,- EUR) chacune et ont été entièrement libérées."

Troisième résolution

L'assemblée décide d'introduire une classification des administrateurs en catégorie A et en catégorie B afin que chaque classe d'actions puisse être représentée par un ou plusieurs administrateurs qu'elle aura proposé à l'assemblée générale des actionnaires élisant les administrateurs.

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, qui seront soit de catégorie A ou soit de catégorie B.

Toutefois, lorsque, à une assemblée générale des actionnaires de la société, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un seul administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

La composition doit comprendre au moins deux (2) membres de la catégorie A et un (1) membre de la catégorie B. La classification en catégorie A et B des administrateurs n'a aucune autre conséquence pour l'exercice de leur mandat d'administrateur de la Société et chacun des administrateurs peut être nommé administrateur délégué de la Société indifféremment de la catégorie à laquelle il appartient.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des Actionnaires qui déterminera leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six années et les administrateurs exerceront leur mandat jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus.

Les administrateurs sont rééligibles et toujours révocables.

Les actionnaires détenteurs des actions de la Classe A ont le droit de proposer à l'assemblée générale une liste de candidats pour l'élection des membres du Conseil d'Administration de la catégorie A.

Les actionnaires détenteurs des Actions de la Classe B ont le droit de proposer à l'Assemblée Générale une liste de candidats à l'élection des membres du Conseil d'Administration de la catégorie B.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par décision de l'assemblée générale sur la base des listes présentées par les actionnaires détenteurs des Actions de classe A et des actionnaires détenteurs des Actions de la classe B.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des Actionnaires à la majorité simple des voix valablement émises. Tout administrateur peut être démis de ses fonctions à tout moment avec ou sans justification par l'assemblée générale des Actionnaires à la majorité simple des voix valablement émises.

Si une personne morale est nommée au poste d'administrateur de la Société, cette personne morale devra désigner un représentant permanent qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. L'administrateur coopté sera considéré étant de la catégorie de l'administrateur remplacé. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.»

Cinquième résolution

En conséquence, l'assemblée décide de modifier l'article 10 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 10.** La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs sans distinctions de catégorie d'administrateurs.

Si des administrateurs-délégués sont nommés, la société se trouve engagée par la signature conjointe d'au moins deux administrateurs-délégués sans distinctions de catégorie d'administrateurs.»

Sixième résolution

En conséquence de la classification susmentionnée des administrateurs en catégorie A et en catégorie de B, l'Assemblée décide de classer les administrateurs actuels comme suit:

- Monsieur Louis LEGRAND, en catégorie A,
- Monsieur Philippe FELLER, en catégorie A,
- Monsieur Jurgen WILLEMS, en catégorie B,
- Monsieur Ronny GIJSELINCK, en catégorie B,
- Monsieur Harold VAN VOOREN, en catégorie B.

Le mandat des administrateurs de catégorie A et B se terminera lors de l'assemblée générale annuelle de l'année 2014.

Estimation des frais

Les coûts, dépenses, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. NEZAR, B. TASSIGNY, C. CETIN, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 décembre 2010. Relation: LAC/2010/57995. Reçu: soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011530/148.

(110012870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Mebo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8057 Bertrange, 9, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 114.104.

Extrait de la résolution de l'associé unique

Suite à la résolution de l'associé unique de la Société, BKDV Holding SA, en date du 1^{er} septembre 2010, Monsieur Alexander Richard Johannes Joseph VAN LAAK, né le 25 février 1985 à Dordrecht, Pays-Bas, demeurant à Eikenpark 1,

NL-6642 Beuningen (Gdl), Pays-Bas, a été nommé en qualité de gérant de la Société, avec effet au 1^{er} septembre 2010, pour une durée illimitée et avec un pouvoir individuel d'engager la Société et un pouvoir de signature individuel,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MEBO Sàrl

Signature

Référence de publication: 2011030217/15.

(110035954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

MC Universal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5885 Hesperange, 281, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 86.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030216/10.

(110036470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Melijto Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie / Coin rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 135.283.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030218/10.

(110036463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Moving International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 120.166.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 01 mars 2011

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société du 8-10, rue Jean Monnet, L -2180 Luxembourg au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg avec effet immédiat;

L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateurs de Madame Helena Tonini - Di Vito, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet, L - 2180 Luxembourg, de Madame Mariateresa Battaglia, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et de Monsieur Pierfrancesco Ambrogio, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

L'Assemblée accepte également la démission en tant que commissaire aux comptes de la société «Alter Audit S.à r.l.», société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 69, rue de la Semois, L-2533 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 110.675).

L'Assemblée décide de nommer administrateurs avec effet immédiat, en remplacement des administrateurs démissionnaires:

- Monsieur Pierre Lentz, né le 22 avril 1959 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L -1653 Luxembourg;

- Monsieur Claude Schmitz, né le 23 septembre 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L -1653 Luxembourg;

- Monsieur Reno Maurizio Tonelli, né le 12 janvier 1955 à Cesena (Forlì), Italie, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

Les nouveaux administrateurs termineront le mandat de leurs prédécesseurs.

L'Assemblée décide de nommer commissaire aux comptes avec effet immédiat la société AUDD2X S.A., ayant son siège social au 57, avenue de la Faïencerie, L - 1510 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 65.469).

Le nouveau commissaire aux comptes terminera le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011030219/34.

(110036061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Ulysses Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 132.623.

In the year two thousand and ten, on the twenty-second day of December.

Before the undersigned Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of the members of Ulysses Finance S.à r.l., a société à responsabilité limitée, organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg under Section B, number 132.623, incorporated pursuant to the deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on September 26, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated November 15, 2007, number 2614. The articles of association have been amended for the last time on October 10, 2007 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated April 11, 2008, number 894 (the "Company").

The meeting was opened at 7.30 p.m. with Jean-Marc Ueberecken, L.L.M., professionally residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mr Gaetan Piedboeuf, licencié en droit, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Ali Bouhrara, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Creation of ten new classes of preferred shares: preferred A1 shares, preferred A2 shares, preferred B0 shares, preferred B1 shares, preferred B2 shares, preferred B3 shares, preferred B4 shares, preferred B5 shares, preferred B6 shares, preferred B7 shares, and conversion of the existing eight hundred thirty million (830,000,000) shares of the Company into nineteen million six hundred eighty-nine thousand seven hundred (19,689,700) preferred A1 shares, nineteen million six hundred eighty-nine thousand seven hundred (19,689,700) preferred A2 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B0 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B1 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B2 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B3 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B4 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B5 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B6 shares and ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B7 shares;

2. Subsequent amendment of article 6.1.1 of the articles of association of the Company;

3. Subsequent insertion of a seventh paragraph into article 6 of the articles of association of the Company;

4. Subsequent amendment of article 12 of the articles of association of the Company.

II. That the members present or represented, the proxies of the represented members and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the members, the proxies of the represented members and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The proxies of the represented members, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

IV. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the members present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

V. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution:

The general meeting resolved to divide the share capital into preferred shares and to create two (2) categories of preferred shares, the preferred A shares, divided into two (2) sub-classes of shares and the preferred B shares, divided into eight (8) sub-classes of shares as follows:

- preferred A1 shares;
- preferred A2 shares;
- preferred B0 shares;
- preferred B1 shares;
- preferred B2 shares;
- preferred B3 shares;
- preferred B4 shares;
- preferred B5 shares;
- preferred B6 shares;
- preferred B7 shares.

The rights of the preferred shares will be defined in a new paragraph 7 of article 6 and in article 12 of the articles of the Company.

The general meeting resolved to convert the existing eight hundred thirty million (830,000,000) shares of the Company into nineteen million six hundred eighty-nine thousand seven hundred (19,689,700) preferred A1 shares, nineteen million six hundred eighty-nine thousand seven hundred (19,689,700) preferred A2 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B0 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B1 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B2 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B3 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B4 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B5 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B6 shares, and ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B7 shares.

Further to the conversion, the shares are held as follows:

1. Ulysses Participation S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 136.220, holds seventy-eight million one hundred thirty-three thousand six hundred twenty-five (78,133,625) preferred B0 shares, seventy-eight million one hundred thirty-three thousand six hundred twenty-five (78,133,625) preferred B1 shares, seventy-eight million one hundred thirty-three thousand six hundred twenty-five (78,133,625) preferred B2 shares, seventy-eight million one hundred thirty-three thousand six hundred twenty-five (78,133,625) preferred B3 shares, seventy-eight million one hundred thirty-three thousand six hundred twenty-five (78,133,625) preferred B4 shares, seventy-eight million one hundred thirty-three thousand six hundred twenty-five (78,133,625) preferred B5 shares, seventy-eight million one hundred thirty-three thousand six hundred twenty-five (78,133,625) preferred B6 shares, seventy-eight million one hundred thirty-three thousand six hundred twenty-five (78,133,625) preferred B7 shares;

2. GSMP V Onshore US, Ltd., a limited company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at George Town, South Church Street, KY, recorded with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 196705, holds seven million five hundred ninety-eight thousand nine hundred thirteen (7,598,913) preferred A1 shares and seven million five hundred ninety-eight thousand nine hundred thirteen (7,598,913) preferred A2 shares;

3. Parcom Ulysses 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 132.642, holds twenty million six hundred ninety-three thousand nine hundred fifty (20,693,950) preferred B0 shares, twenty million six hundred ninety-three thousand nine hundred fifty (20,693,950) preferred B1 shares, twenty million six hundred ninety-three thousand nine hundred fifty (20,693,950) preferred B2 shares, twenty million six hundred ninety-three thousand nine hundred fifty (20,693,950) preferred B3 shares, twenty million six hundred ninety-three thousand nine hundred fifty (20,693,950) preferred B4 shares, twenty million six hundred ninety-three thousand nine hundred fifty (20,693,950) preferred B5 shares, twenty million six hundred ninety-three thousand nine hundred fifty (20,693,950) preferred B6 shares and twenty million six hundred ninety-three thousand nine hundred fifty (20,693,950) preferred B7 shares;

4. GSMP V Institutional US, Ltd., a limited company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at George Town, South Church Street, KY, recorded with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 196709, holds seven hundred thirty-six thousand six hundred eighty-three (736,683) preferred A1 shares and seven hundred thirty-six thousand six hundred eighty-three (736,683) preferred A2 shares;

5. GSMP V Offshore US, Ltd., a limited company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at George Town, South Church Street, KY, recorded with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 196707, holds eleven million three hundred fifty-four thousand one hundred four (11,354,104) preferred A1 shares and eleven million three hundred fifty-four thousand one hundred four (11,354,104) preferred A2 shares.

For the avoidance of doubt, the reserves of the Company are allocated in accordance with such new capital structure.

Second resolution:

As a consequence of the above resolution, article 6.1.1 of the articles of association of the Company is amended and shall read as follows:

" **6.1.1.** The Company's corporate capital is fixed at eight million three hundred thousand Euro (EUR 8,300,000) represented by nineteen million six hundred eighty-nine thousand seven hundred (19,689,700) preferred A1 shares, nineteen million six hundred eighty-nine thousand seven hundred (19,689,700) preferred A2 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B0 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B1 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B2 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B3 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B4 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B5 shares, ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B6 shares and ninety-eight million eight hundred twenty-seven thousand five hundred seventy-five (98,827,575) preferred B7 shares of one eurocent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid-up."

Third resolution:

Further to the above resolutions, the general meeting resolved to insert the following new paragraph 7 into article 6 of the articles of association of the Company:

" **6.7. Repurchase of shares.**

6.7.1 The Company may repurchase its shares under due observance of the provisions of the law governing commercial companies and these articles of association.

6.7.2 Furthermore, subject to compliance with Luxembourg law and in accordance with a stockholders agreement which may be entered into from time to time by the Company, the sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors shall be entitled, and the holders of the last class of shares of each category based on numerical order of the preferred shares, which is still in issue at a given moment (the "Last Class of Shares") shall be entitled to request the sole director or the board of directors, to repurchase the entire Last Class of Shares (i) of each category simultaneously if the repurchase is paid in cash or (ii) of one category of shares if the repurchase is paid in kind, in accordance with a stockholders agreement which may be entered into from time to time by the Company, at any time by serving notice to the holders of the Last Class of Shares or to the sole director or the board of directors as the case may be, specifying the number of relevant shares of the Last Class of Shares to be repurchased and the date on which the repurchase is to take place (the "Repurchase Date").

6.7.3 Each share of the Last Class of Shares repurchased in accordance with this article 6.7 shall entitle its holder to a pro rata portion of the sum of the distributable profit of the Company plus the aggregate par value of all the shares of the Last Class of Shares to be repurchased (the "Repurchase Price").

6.7.4 The repurchase of the shares of the Last Class of Shares may not have the effect of reducing the net assets of the Company below the aggregate of the subscribed share capital and the reserves that may not be distributed under the law and these articles of association. Therefore, the repurchase can only be made by using sums met out of profit, or a fresh issue of shares or from sums allocated to distributable reserves such as the share premium reserve.

6.7.5 Immediately after the payment of the Repurchase Price, the sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors shall take all appropriate measures, including but not limited to convening a general meeting in view of decreasing the share capital by cancelling the repurchased shares of the Last Class of Shares."

Fourth resolution:

Further to the above resolutions, the general meeting resolved to amend article 12 of the articles of association which shall be read as follows:

" **Art. 12. Distribution of profits.**

12.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represents the net profit.

12.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.3 To the extent that the holders of shares declare a dividend in any financial year any distributable profits shall be allocated in the following priority:

A. Four point seven hundred forty-four five hundred six per cent (4.744506%) of the distributable profits shall be allocated to the preferred A shares as follows:

i. first and exclusively to the holders of the preferred A1 shares an amount of zero point sixty per cent (0,60%) of the par value of the preferred A1 shares for the full accounting year payable pro rata temporis (the "Preferential Dividend A");

ii. any distributable profits remaining after deduction of the Preferential Dividend A shall be allocated on a pro-rata basis to the holders of the preferred A2 shares.

B. Ninety-five point two hundred fifty-five four hundred ninety-four per cent (95.255494%) of the distributable profits shall be allocated to the preferred B shares as follows:

i. first and exclusively to the holders of the preferred B0 shares an amount of zero point sixty per cent (0,60%) of the par value of the preferred B0 shares for the full accounting year payable pro rata temporis; then

ii. second and exclusively to the holders of the preferred B1 shares an amount of zero point fifty-five per cent (0,55%) of the par value of the preferred B1 shares for the full accounting year payable pro rata temporis; then

iii. third and exclusively to the holders of the preferred B2 shares an amount of zero point fifty per cent (0,50%) of the par value of the preferred B2 shares for the full accounting year payable pro rata temporis; then

iv. fourth and exclusively to the holders of the preferred B3 shares an amount of zero point forty-five per cent (0,45%) of the par value of the preferred B3 shares for the full accounting year payable pro rata temporis; then

v. fifth and exclusively to the holders of the preferred B4 shares an amount of zero point forty per cent (0,40%) of the par value of the preferred B4 shares for the full accounting year payable pro rata temporis; then

vi. sixth and exclusively to the holders of the preferred B5 shares an amount of zero point thirty-five per cent (0,35%) of the par value of the preferred B5 shares for the full accounting year payable pro rata temporis;

vii. seventh and exclusively to the holders of the preferred B6 shares an amount of zero point thirty per cent (0,30%) of the par value of the preferred B6 shares for the full accounting year payable pro rata temporis;

(all such distributions referred to in (i) to (vii) being the "Preferential Dividend B")

viii. any distributable profits remaining after deduction of the Preferential Dividend B shall be allocated on a pro-rata basis to the holders of the preferred B7 shares.

12.4 Notwithstanding the foregoing, dividends shall be payable by the Company only when and to the extent declared by the board of directors.

12.5 Within the limits as set out by law and by article 12.3. of the articles of association, interim dividends may be distributed upon resolution of the sole director or in case of plurality of director, the board of directors, at any time and once or several times during a given financial year, subject to the satisfaction of the following conditions:

- the statutory accounts of the previous fiscal year must have been approved by the shareholder(s);
- interim accounts not older than one month preceding the distribution date must be prepared by the sole director or in case of plurality of directors, the board of directors;
- such interim dividend may only be paid out of the interim profits of the current financial year plus any distributable reserves, plus any profits carried forward minus any losses carried forward."

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof, this deed is drawn up in Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing persons, said persons appearing signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Joëlle Baden notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est déroulée une assemblée générale extraordinaire des associés de Ulysses Finance S.à.r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.623, constituée selon acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en remplacement de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, le 26 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 15 novembre 2007, numéro 2614. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 10 octobre 2007 par acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 11 avril 2008, numéro 894 (la "Société").

L'assemblée est ouverte à 19.30 sous la présidence de Jean-Marc Ueberecken, L.L.M., résidant professionnellement à Luxembourg,

lequel désigne comme secrétaire Monsieur Gaetan Piedboeuf, licencié en droit, résidant professionnellement à Luxembourg et

l'assemblée désigne Monsieur Ali Bouhrara, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, comme scrutatrice.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter:

I- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Création de dix nouvelles catégories de parts sociales préférentielles: parts sociales préférentielles de catégorie A1, parts sociales préférentielles de catégorie A2, parts sociales préférentielles de catégorie B0, parts sociales préférentielles de catégorie B1, parts sociales préférentielles de catégorie B2, parts sociales préférentielles de catégorie B3, parts sociales préférentielles de catégorie B4, parts sociales préférentielles de catégorie B5, parts sociales préférentielles de catégorie B6 et parts sociales préférentielles de catégorie B7 et conversion des huit cent trente millions (830.000.000) de parts sociales ordinaires en dix-neuf millions six cent quatre-vingt-neuf mille sept cents (19.689.700) parts sociales préférentielles de catégorie A1, dix-neuf millions six cent quatre-vingt-neuf mille sept cents (19.689.700) parts sociales préférentielles de catégorie A2, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B0, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B1, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B2, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B3, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B4, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B5, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B6 et quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B7;

2. Modification subséquente de l'article 6.1.1 des statuts de la Société;

3. Insertion subséquente d'un nouveau septième paragraphe dans l'article 6. des statuts de la Société;

4. Modification subséquente de l'article 12 des statuts de la Société;

5. Divers.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. Les procurations des associés représentés, signées "ne varietur", par les personnes comparantes resteront annexées à cet acte.

III. Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, demande au notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de diviser le capital social en parts sociales préférentielles et de créer deux (2) catégories de parts sociales préférentielles, les parts sociales de catégorie A, elles-mêmes divisées en deux (2) sous-classes et les parts sociales préférentielles de catégorie B, elles-mêmes divisées en huit (8) sous-classes comme suit:

- parts sociales préférentielles de catégorie A1;
- parts sociales préférentielles de catégorie A2;
- parts sociales préférentielles de catégorie B0;
- parts sociales préférentielles de catégorie B1;
- parts sociales préférentielles de catégorie B2;
- parts sociales préférentielles de catégorie B3;
- parts sociales préférentielles de catégorie B4;
- parts sociales préférentielles de catégorie B5;
- parts sociales préférentielles de catégorie B6;
- parts sociales préférentielles de catégorie B7.

Les droits attachés aux parts sociales préférentielles seront définis dans un nouveau paragraphe 7 de l'article 6 ainsi que dans l'article 12 des statuts de la Société.

L'assemblée générale décide de convertir les huit cent trente millions (830.000.000) de parts sociales ordinaires de la Société en dix-neuf millions six cents quatre-vingt-neuf mille sept cents (19.689.700) parts sociales préférentielles de catégorie A1, dix-neuf millions six cent quatre-vingt-neuf mille sept cents (19.689.700) parts sociales préférentielles de catégorie A2, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B0, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B1, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B2, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B3, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B4, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B5, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B6 et quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B7.

Suite à la conversion, les parts sociales sont réparties comme suit:

1. Ulysses Participation S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 136220, détient soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie A1, soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie A2, soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie B0, soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie B1, soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie B2, soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie B3, soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie B4, soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie B5, soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie B6 et soixante-dix-huit millions cent trente-trois mille six cent vingt-cinq (78.133.625) parts sociales préférentielles de catégorie B7;

2. GSMP V Onshore US, Ltd., une société constituée selon les lois des îles Caïman, ayant son siège social à George Town, South Church Street, KY, inscrite au Registre des Sociétés des îles Caïman sous le numéro 196705, détient sept millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent treize (7.598.913) parts sociales préférentielles de catégorie A1, sept millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent treize (7.598.913) parts sociales préférentielles de catégorie A2;

3. Parcom Ulysses 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 132.642, détient vingt millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante (20.693.950) parts sociales préférentielles de catégorie B0, vingt millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante (20.693.950) parts sociales préférentielles de catégorie B1, vingt millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante (20.693.950) parts sociales préférentielles de catégorie B2, vingt millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante (20.693.950) parts sociales préférentielles de catégorie B3, vingt millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante (20.693.950) parts sociales préférentielles de catégorie B4, vingt millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante (20.693.950) parts sociales préférentielles de catégorie B5, vingt millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante (20.693.950) parts sociales préférentielles de catégorie B6, vingt millions six cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante (20.693.950) parts sociales préférentielles de catégorie B7;

4. GSMP V Institutional US, Ltd., une société constituée selon les lois des îles Caïman, ayant son siège social à George Town, South Church Street, KY, inscrite au Registre des Sociétés des îles Caïman sous le numéro 196709, détient sept cent trente-six mille six cent quatre-vingt-trois (736.683) parts sociales préférentielles de catégorie A1 et sept cent trente-six mille six cent quatre-vingt-trois (736.683) parts sociales préférentielles de catégorie A2;

5. GSMP V Offshore US, Ltd., une société constituée selon les lois des îles Caïman, ayant son siège social à George Town, South Church Street, KY, inscrite au Registre des Sociétés des îles Caïman sous le numéro 196707, détient onze millions trois cent cinquante quatre mille cent quatre (11.354.104) parts sociales préférentielle de catégorie A1 et onze millions trois cent cinquante quatre mille cent quatre (11.354.104) parts sociales préférentielle de catégorie A2.

Pour éviter toute confusion, les réserves de la Société sont attribuées en conformité avec une telle nouvelle structure de capital.

Deuxième résolution:

A la suite de la résolution précédente, l'article 6.1.1 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **6.1.1.** Le capital social est fixé à huit millions trois cents mille euros (EUR 8.300.000) représenté par dix-neuf millions six cents quatre-vingt-neuf mille sept cents (19.689.700) parts sociales préférentielles de catégorie A1, dix-neuf millions six cent quatre-vingt-neuf mille sept cents (19.689.700) parts sociales préférentielles de catégorie A2, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B0, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B1, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B2, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B3, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B4, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B5, quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B6 et quatre-vingt-dix-huit millions huit cent vingt-sept mille cinq cent soixante-quinze (98.827.575) parts sociales préférentielles de catégorie B7 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR), toutes entièrement souscrites et libérées."

Troisième résolution:

Suite aux résolutions ci-dessus, l'assemblée générale décide d'insérer le nouveau paragraphe 7 suivant dans l'article 6 des statuts de la Société:

" **6.7. Rachat de parts sociales.**

6.7.1 La Société pourra racheter ses parts sociales sous condition d'observer les dispositions légales régissant les sociétés commerciales et les présents statuts.

6.7.2 En outre, sous condition d'observer les dispositions légales en vigueur et conformément à un pacte d'actionnaire qui pourra être conclu par la Société, le gérant unique, ou en cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance aura droit, et les titulaires de la dernière catégorie de parts sociales de chacune des catégories sur base de l'ordre numérique des parts sociales préférentielles, qui sont toujours émises à un moment donné (la "Dernière Catégorie de Parts Sociales") auront le droit de demander au gérant unique ou au conseil de gérance de racheter entièrement la Dernière Catégorie de Parts Sociales (i) dans chacune des catégories simultanément, si le rachat est payé en numéraire ou (ii) d'une catégorie de parts sociales, si le rachat est payé en nature conformément à un pacte d'actionnaire qui pourra être conclu par la Société, à tout moment par notification aux titulaires de la Dernière Catégorie de Parts Sociales ou au gérant unique ou au conseil de gérance, en précisant le nombre de parts sociales de la Dernière Catégorie de Parts Sociales à racheter et la date à laquelle le rachat aura lieu (la "Date de Rachat").

6.7.3 Chaque part sociale de la Dernière Catégorie de Parts Sociales rachetée selon les dispositions de cet article 6.7 donnera à son titulaire le droit à une part au pro rata de la somme des bénéfices distribuables de la Société plus la valeur nominale globale de toutes les parts sociales de la Dernière Catégorie de Parts Sociales à racheter (le "Prix de Rachat").

6.7.4 Le rachat des parts sociales de la Dernière Catégorie de Parts Sociales ne pourra avoir pour effet de réduire l'actif net de la Société en dessous de la valeur du capital social souscrit et des réserves qui ne peuvent être distribuées selon la loi et les Statuts. Ainsi, le rachat ne pourra être effectué qu'en utilisant des montants provenant des bénéfices, ou d'une nouvelle émission de parts sociales, ou des montants versés aux réserves distribuables telles que la réserve de la prime d'émission de parts sociales.

6.7.5 Immédiatement après le paiement du Prix de Rachat, le gérant unique, ou en cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance prendra les mesures nécessaires, y compris, mais non exclusivement, la convocation d'une assemblée générale en vue de réduire le capital social par l'annulation des parts sociales de la Dernière Catégorie de Parts Sociales rachetée."

Quatrième résolution:

Suite aux résolutions prises ci-dessus, les associés décident de modifier l'article 12 des statuts de la Société qui sera désormais lu comme suit:

" **Art. 12. Distribution du bénéfice.**

12.1 Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.2 Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour être affecté à la réserve légale jusqu'à ce que, et aussi longtemps que celle-ci représente dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

12.3 Dans la mesure où les détenteurs de parts sociales déclarent un dividende pendant un exercice social, les bénéfices distribuables doivent être distribués dans l'ordre suivant:

A. Quatre virgule sept cent quarante-quatre mille cinq cent six pour cent (4,744506%) des bénéfices distribuables doivent être distribués aux porteurs de parts sociales préférentielles de catégorie A1 comme suit:

(i) en priorité et exclusivement aux détenteurs des parts sociales préférentielles de catégorie A1, un montant de zéro virgule soixante pourcent (0,60%) de la valeur des parts sociales préférentielles de catégorie A1 pour la totalité de l'exercice social payable pro rata temporis (le "Dividende Préférentiel de Catégorie A");

(ii) tout bénéfice distribuable restant après déduction du Dividende Préférentiel de Catégorie A doit être distribué aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie A2 au pro-rata.

B. Quatre-vingt-quinze virgule deux cent cinquante-cinq mille quatre cent quatre-vingt-quatorze (95,255494%) des bénéfices distribuables aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B, comme suit:

(i) premièrement et exclusivement aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B0, un montant de zéro virgule soixante pourcent (0,60%) de la valeur des parts sociales préférentielles de catégorie B0 pour la totalité de l'exercice social, payable pro rata temporis; puis

(ii) deuxièmement et exclusivement aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B1, un montant de zéro virgule cinquante-cinq pourcent (0,55%) de la valeur des parts sociales préférentielles de catégorie B1 pour la totalité de l'exercice social, payable pro rata temporis; puis

(iii) troisièmement et exclusivement aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B2, un montant de zéro virgule cinquante pourcent (0,50%) de la valeur des parts sociales préférentielles de catégorie B2 pour la totalité de l'exercice social, payable pro rata temporis; puis

(iv) quatrièmement et exclusivement aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B3, un montant de zéro virgule quarante-cinq pourcent (0,45%) de la valeur des parts sociales préférentielles de catégorie B3 pour la totalité de l'exercice social, payable pro rata temporis; puis

(v) cinquièmement et exclusivement aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B4, un montant de zéro virgule quarante pourcent (0,40%) de la valeur des parts sociales préférentielles de catégorie B4 pour la totalité de l'exercice social, payable pro rata temporis; puis

(vi) sixièmement et exclusivement aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B5, un montant de zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35%) de la valeur des parts sociales préférentielles de catégorie B5 pour la totalité de l'exercice social, payable pro rata temporis; puis

(vii) septièmement et exclusivement aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B6, un montant de zéro virgule trente pourcent (0,30%) de la valeur des parts sociales préférentielles de catégorie B6 pour la totalité de l'exercice social, payable pro rata temporis;

(toutes les distributions insérées aux points (i) à (vii) sont désignées le "Dividende Préférentiel de Catégorie B")

(viii) tout bénéfice distribuable restant après déduction du Dividende Préférentiel de Catégorie B sera distribué aux détenteurs de parts sociales préférentielles de catégorie B7 au pro-rata.

12.4 Nonobstant ce qui est prévu ci-dessus, les dividendes seront payables par la Société seulement au moment et dans la proportion décidés par le conseil de gérance.

12.5 Dans les limites légales et dans les limites imposées par l'article 12.3 de ces statuts, des dividendes intérimaires peuvent être distribués suite à une résolution du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, à tout moment et une ou plusieurs fois durant un exercice social donné, lorsque sont satisfaites les conditions suivantes:

- les comptes statutaires de l'exercice social précédent doivent avoir été approuvés par le(s) associé(s),
- les comptes intérimaires, arrêtés à une date non antérieure à un mois avant la date de distribution, doivent être préparés par le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance,
- un tel dividende intérimaire peut seulement être payé sur les bénéfices intérimaires de l'exercice social en cours plus toute réserve distribuable, plus tout bénéfice reporté moins toute perte reportée."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-M. UEBERCKEN, G. PIEDBOEUF, A. BOUHRATA et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2010. LAC/2010/58865. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011011276/442.

(110012658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Chocolats & Dragées S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7220 Walferdange, 150, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 113.688.

L'an deux mille onze, le onze janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- PIERS COMPANY Inc., société de droit panaméen, avec siège social à Panama-City (République de Panama), ici représentée par son directeur, avec pouvoir de signature individuel Monsieur Angelo DALPRETE, gérant de sociétés, né le 25 avril 1954 à Verdun (France) demeurant à F-57100 Thionville, 30, rue Jean Baptiste Spire (France), nommé à cette fonction en date du 22 novembre 2005, et

2.- Madame Corine ROMANELLI, employée privée, née à Thionville (France), le 22 février 1962, demeurant à F-57180 Terville, 8, rue du 8 mai 1945.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée " Chocolats & Dragees, S.à r.l.", ayant son siège social à L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 113.688, a été constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 20 janvier 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 766 du 14 avril 2006. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,00) chacune, entièrement libérées.

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix, sur ordre du jour conforme, la résolution suivante:

Unique résolution

Les associés décident de transférer le siège social vers L-7220 Walferdange, 150, route de Diekirch et de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 3. (1^{er} paragraphe).** Le siège social est établi dans la Commune de Walferdange."

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 850,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Corine ROMANELLI, Angelo DALPRETE, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 21 janvier 2011. Relation GRE/2011/441. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 25 janvier 2011.

Référence de publication: 2011012820/40.

(110015143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2011.

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 129.880.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue le 27 décembre 2010.

L'Assemblée générale prend acte de la démission des administrateurs suivants:

- Monsieur STEPHANY Marcel;
- Monsieur SHARP Lindsay Thomas;
- Monsieur REINHOLD Alain Jean René.

L'Assemblée générale décide de nommer en tant qu'administrateurs de la classe A:

- Monsieur TURKMEN Guner, né à Athènes le 16/01/1969, domicilié à 11 Cours de Rive, CH-1204 Geneva;
- Monsieur LAMOTTE François, né à Lille le 01/10/1969, domicilié à 9 Chemin du boiteux, B-1380 Ohain;

- Monsieur EDELSTEIN Robert H., né à New-York le 30/05/1943, domicilié à 12304 Fourth Helena Drive, 90049-3929 Los Angeles, California;

- Monsieur PAUL Jean-Michel, né à Bruxelles le 25/09/1969, domicilié à 10, Hilcrest, 51-57 Ladbroke Grove, W113AX Londres.

L'Assemblée générale décide de nommer en tant qu'administrateurs de la classe B:

- Monsieur VAN LIPPEVELDE Jean-Michel, né à Etterbeek le 31/01/1970, domicilié à 3, Rue Randlingen, L-8366 Hagen;

- Monsieur STERZI Marco, né à Milano le 11/10/1964, domicilié professionnellement à 5 Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg;

- Monsieur MERTZ Yves, né à Arlon le 19/09/1957 domicilié professionnellement à 5 Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg;

- Monsieur THIELEN Pol, né à Luxembourg le 06/03/1976, domicilié professionnellement à 5 Avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg.

Le mandat des administrateurs de la classe A et B ainsi nommés viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011011289/31.

(110013494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Lion/Polaris Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.651.727,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.183.

EXTRAIT

Suite à la souscription des parts sociales de la société Lion/Polaris Lux Topco S.à r.l. par contribution en nature de toutes les parts sociales de la société Lion/Polaris Lux 1 S.à r.l., en date du 5 novembre 2010 et suivant l'acte de constitution de la société Lion/Polaris Lux Topco S.à r.l., les parts sociales de la société Lion/Polaris Lux 1 S.à r.l. ont été transféré comme suit:

- Lion/Polaris Cayman Limited a transféré:

- * 216.267 parts sociales ordinaires de catégorie A1
- * 216.267 parts sociales ordinaires de catégorie A2
- * 216.267 parts sociales ordinaires de catégorie A3
- * 216.267 parts sociales ordinaires de catégorie A4
- * 216.267 parts sociales ordinaires de catégorie A5
- * 216.267 parts sociales ordinaires de catégorie A6
- * 1 part sociale préférentielle B
- * 9.890 parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables

- Lion Capital Fund II, L.P. a transféré:

- * 98.548 parts sociales ordinaires de catégorie A1
- * 98.548 parts sociales ordinaires de catégorie A2
- * 98.548 parts sociales ordinaires de catégorie A3
- * 98.548 parts sociales ordinaires de catégorie A4
- * 98.548 parts sociales ordinaires de catégorie A5
- * 98.548 parts sociales ordinaires de catégorie A6

- Lion Capital Fund II SBS, L.P. a transféré:

- * 2.309 parts sociales ordinaires de catégorie A1
- * 2.309 parts sociales ordinaires de catégorie A2
- * 2.309 parts sociales ordinaires de catégorie A3
- * 2.309 parts sociales ordinaires de catégorie A4
- * 2.309 parts sociales ordinaires de catégorie A5
- * 2.309 parts sociales ordinaires de catégorie A6

- Lion Capital Fund II B, L.P. a transféré:

- * 1.923 parts sociales ordinaires de catégorie A1

- * 1.923 parts sociales ordinaires de catégorie A2
- * 1.923 parts sociales ordinaires de catégorie A3
- * 1.923 parts sociales ordinaires de catégorie A4
- * 1.923 parts sociales ordinaires de catégorie A5
- * 1.923 parts sociales ordinaires de catégorie A6
- Lion Capital (Guernsey) III Limited a transféré:
- * 107.923 parts sociales ordinaires de catégorie A1
- * 107.923 parts sociales ordinaires de catégorie A2
- * 107.923 parts sociales ordinaires de catégorie A3
- * 107.923 parts sociales ordinaires de catégorie A4
- * 107.923 parts sociales ordinaires de catégorie A5
- * 107.923 parts sociales ordinaires de catégorie A6
- Frozen Finances a transféré:
- * 4.014 parts sociales ordinaires de catégorie A1
- * 4.014 parts sociales ordinaires de catégorie A2
- * 4.014 parts sociales ordinaires de catégorie A3
- * 4.014 parts sociales ordinaires de catégorie A4
- * 4.014 parts sociales ordinaires de catégorie A5
- * 4.014 parts sociales ordinaires de catégorie A6
- * 7.845 parts sociales préférentielles C1
- * 30.601 parts sociales préférentielles C2
- * 94 parts préférentielles obligatoirement rachetables
- Frozen Management 1 a transféré:
- * 687 parts sociales ordinaires de catégorie A1
- * 687 parts sociales ordinaires de catégorie A2
- * 687 parts sociales ordinaires de catégorie A3
- * 687 parts sociales ordinaires de catégorie A4
- * 687 parts sociales ordinaires de catégorie A5
- * 687 parts sociales ordinaires de catégorie A6
- * 2.705 parts sociales préférentielles C1
- * 10.549 parts sociales préférentielles C2
- * 16 parts préférentielles obligatoirement rachetables

à la société Lion/Polaris Lux Topco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 156509.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011018709/77.

(110021783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2011.

Comptoir de Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 149.166.

L'an deux mille onze, le dix-huit janvier.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Raphaël COTTIN, responsable marketing, demeurant à L-8466 Eischen, 14, rue de l'Ecole;
- 2) Monsieur François GOSSET, consultant demeurant à CH-1208 Genève, 8, Chemin Rieu, représenté par Monsieur Raphaël COTTIN, pré-qualifié; en vertu d'une procuration datée du 12 janvier 2011;
- 3) Madame Diane BOUTRY, gérante de société, demeurant à L-8466 Eischen, 14, rue de l'Ecole, représentée par Monsieur Raphaël COTTIN, pré-qualifié; en vertu d'une procuration datée du 12 janvier 2011.

Les procurations qui, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, seront annexées au présent acte aux fins de formalisation.

Les prénommés sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée Comptoir de Luxembourg S.à r.l. avec siège social à L-8466 Eischen, 14, rue de l'Ecole, inscrite au RCS numéro B 149.166,

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen, en date du 2 octobre 2009, acte publié au Mémorial C numéro 2347, en date du 2 décembre 2009.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter la constatation et la résolution prise par les associés:

L'ordre du jour est conçu comme suit:

- 1.- Transfert du siège social de la société au L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.
- 2.- Modification du premier alinéa de l'article 2 des statuts.

Après avoir dûment considéré ce qui précède l'Assemblée a décidé ce qui suit:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE de transférer, le siège social de la société sise actuellement au L-8466 Eischen, 14, rue de l'Ecole à l'adresse suivante: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE de modifier le premier alinéa de l'article 2 comme suit:

«Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.»

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges, sous quelques formes que ce soit en relation avec le présent acte, qui incombent à la Société sont estimées approximativement à huit cents euros (800,- EUR).

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Cottin, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2011. Relation: LAC/2011/3021. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011378/49.

(110013619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Sofimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 30, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 104.006.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011030252/15.

(110036144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Shazzan S.à.r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 151.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030250/10.

(110036321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Sinequanon Health Care SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 136.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030251/10.

(110036166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

STK Metall S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 19.976.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2011030253/15.

(110036170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Amon Strategy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12-14, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 151.772.

DISSOLUTION

In the year two thousand ten, on the tenth of December.

Before the undersigned, Maître Francis KESSELER residing in Esch/Alzette

THERE APPEARED:

"AEDI SNC a company incorporated under the laws of Belgium, with registered office at 95, avenue de Tervueren, B-1040 Etterbeek, Belgium,

represented by Mrs Valerie TURRI, employee, professionally residing in L-2540 Luxembourg, 15 rue Edward Steichen, by virtue of a proxy given on December 12th, 2010.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

that the company "Amon Strategy S.à r.l." (hereafter the Company), having its principal office in L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès, has been incorporated pursuant to a deed of the notary Joseph Elvinger, residing in Luxembourg, on March 2nd, 2010, published in the Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 789 of April, 16, 2010;

that the capital of the Company is fixed at FOUR MILLION EURO (4.000.000.-EUR) represented by FOUR MILLION (4.000.000) shares with a par value of ONE EURO (1.-EUR) each, fully paid,

that the appearing party, "AEDI SnC", is the sole owner of the shares and has decided to dissolve the company "Amon Strategy S.à r.l." with immediate effect as the business activity of the corporation has ceased;

that "AEDI SnC" being the sole owner of the shares and liquidator of "Amon Strategy S.à r.l.", declares:

- that all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for;
- regarding eventual liabilities presently unknown to the Company and not paid to date, that it will irrevocably assume the obligation to pay for such liabilities;
- that all assets have been realised, that all assets have become the property of the sole shareholder;
- with the result that the liquidation of "Amon Strategy S.à r.l.", is to be considered closed;
- that full discharge is granted to the managers of the Company for the exercise of their mandates;
- that the books and documents of the Company shall be lodged during a period of five years at L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix décembre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette

A COMPARU:

«AEDI SNC», une société constituée selon les lois de Belgique dont le siège est établi à 95, avenue de Tervueren, B-1040 Etterbeek, Belgique,

ici représentée par Madame Valerie TURRI, employée, demeurant professionnellement à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 08 décembre 2010

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter:

que la société «Amon Strategy S.à r.l.», (ci-après «la Société») ayant son siège social à L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyges, a été constituée suivant acte du notaire Joseph Elvinger, de résidence à Luxembourg, en date du 2 mars 2010, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 789 du 16 avril 2010;

que le capital social de la Société s'élève actuellement à QUATRE MILLION D' EUROS (4.000.000.-EUR) représenté par QUATRE MILLION (4.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale de UN EURO (1.EUR) chacune, entièrement libérées;

que «AEDI SnC» étant seule propriétaire des parts sociales de la société «Amon Strategy S.à r.l.» dont il s'agit, a décidé de dissoudre et de liquider la Société, celle-ci ayant cessé toute activité;

que «AEDI SnC» agissant tant en sa qualité de liquidateur de la Société, qu'en tant qu'associée unique, déclare:

- que tous les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés;
- par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer,
- que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'associée unique, de sorte que la liquidation de la société «Amon Strategy S.à r.l.» est à considérer comme clôturée;
- que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société, pour l'exercice de leurs mandats;
- que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq années à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Turri, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 décembre 2010. Relation: EAC/2010/16131. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011012016/80.

(110013932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2011.

Towers Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 125.809.

Nous vous notifions de la modification suivante concernant la dénomination et l'adresse de l'associé unique de la Société:

- Investment Select Fund II prend désormais la dénomination Investment Select II S.à r.l. avec effet au 25 novembre 2010;

- Le siège social d'Investment Select II S.à r.l. a été transféré au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg depuis 28 avril 2010.

Fait au Luxembourg, le 28 février 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011030255/18.

(110036010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

Truth Pol Investments Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 132.938.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011030256/10.

(110036227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2011.

HD Re S.A., Société Anonyme,

(anc. Contractors' Casualty & Surety Reinsurance Company S.A.).

Siège social: L-8422 Steinfurt, 69, rue Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 78.674.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société le 29 novembre 2010

L'assemblée générale extraordinaire a accepté les démissions suivantes:

1. Monsieur Franck STIELER, demeurant professionnellement au 2 Opernplatz DE-45128 Essen, Allemagne, de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 29/11/2010;

2. Monsieur Lutz KALKOFEN, demeurant professionnellement au 2 Opernplatz DE-45128 Essen, Allemagne, de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 29/11/2010;

3. Monsieur Heinrich WINTZER, demeurant professionnellement au 1, rue de Schmitshausen L-7252 Bereldange, Luxembourg, de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 29/11/2010;

4. Monsieur John S. MORREY, demeurant professionnellement au 69, rue de Hobscheid L-8422 Steinfurt, Luxembourg de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 29/11/2010;

L'assemblée générale extraordinaire a nommé les personnes suivantes avec effet au 29 Novembre 2010 et pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale de la Société approuvant les comptes annuels au 31/12/2010:

1. Monsieur Jacques RECKINGER, administrateur, né le 14 Mars 1965 à Luxembourg, résidant professionnellement au 40 boulevard Joseph II, L- 1840 Luxembourg en tant qu'administrateur de la société;

2. Monsieur Michel BULACH, Avocat, né le 06 Avril 1974 à Metz, France, résidant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320Luxembourg en tant qu'administrateur de la Société;

3. Monsieur Pierre Metzler, Avocat, né le 28 décembre 1969 à Luxembourg, résidant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg en tant que président permanent du conseil d'administration de la Société;

4. Monsieur Claude WEBER, administrateur de sociétés, né le 24 Avril 1960 à Luxembourg, résidant professionnellement au 74, rue de Merl L-2146 Luxembourg en tant qu'administrateur de la Société.

Nomination de la Société KPMG AUDIT S.à r.l., ayant son siège social au 9, allée Scheffer L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-103590 en tant que réviseur d'entreprise avec effet au 29/11/2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 janvier 2011.

Référence de publication: 2011011515/33.

(110011566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2011.

Morning Bay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 144.149.

—
- Constituée suivant acte reçu par Me Karine REUTER, notaire de résidence à Redange/Attert, en date du 19 janvier 2009, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 297 du 11 février 2009.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 21 février 2011 que Madame Marie-Hélène MOSCHINI, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg 15, boulevard Roosevelt, a démissionné de son poste d'administrateur avec effet au 21 février 2011. Monsieur Marc GIORGETTI, né le 19 août 1961 à L-Luxembourg, directeur de sociétés, demeurant à L-7423 Dondelange, 2, route de Luxembourg, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Madame Marie-Hélène MOSCHINI. Monsieur Marc GIORGETTI terminera le mandat de son prédécesseur. Monsieur Marc GIORGETTI, a également été nommé Président de la société en lieu et place de Monsieur Jean FABER, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg 15, boulevard Roosevelt.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Pour la société MORNING BAY S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2011030473/21.

(110037152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2011.

A.A.H. Assurances, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8211 Mamer, 113, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 154.448.

—
Il résulte du contrat de cession de parts sociales daté du 23 février 2011 que l'associée unique de la société A.A.H. Assurances, Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 113, route d'Arlon L-8211 MAMER a cédée 76 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Bernard CANDOT, né le 24 octobre 1944 à Marseille (France), demeurant au 16, rue de Canach, L-5430 LENNINGEN.

L'actionnariat de la société A.A.H. Assurances, Société à responsabilité limitée se décompose désormais comme suit:

- Madame Renée FREART détient 24 actions
- Monsieur Bernard CANTOT détient 76 actions.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 25 février 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011029568/20.

(110034609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2011.
